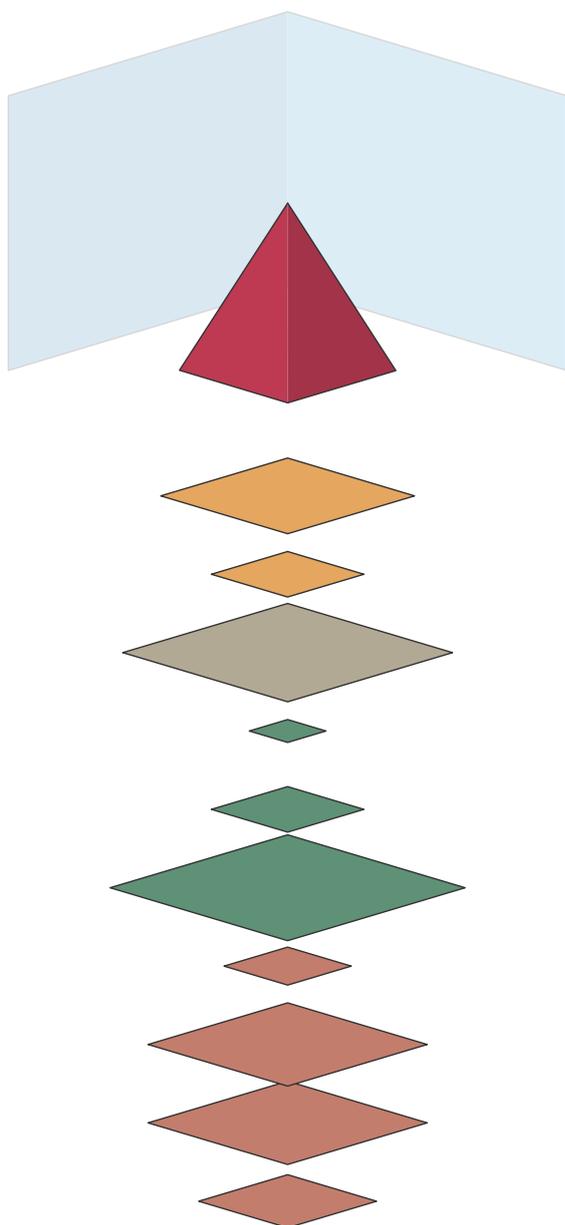


SUISSE



4,34

SCORE DE CRIMINALITÉ

127^e sur 193 pays

27^e sur 44 pays européens

6^e sur 11 pays d'Europe de l'Ouest



MARCHÉS CRIMINELS

4,30

TRAITE DES PERSONNES 5,00

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS 3,00

TRAFIC D'ARMES 6,50

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE 1,50

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE 3,00

CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS
NON RENOUVELABLES 7,00

COMMERCE D'HÉROÏNE 2,50

COMMERCE DE COCAÏNE 5,50

COMMERCE DE CANNABIS 5,50

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE 3,50



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

4,38

GROUPES DE TYPE MAFIEUX 4,50

RÉSEAUX CRIMINELS 4,00

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT 1,50

ACTEURS ÉTRANGERS 7,50



7,13

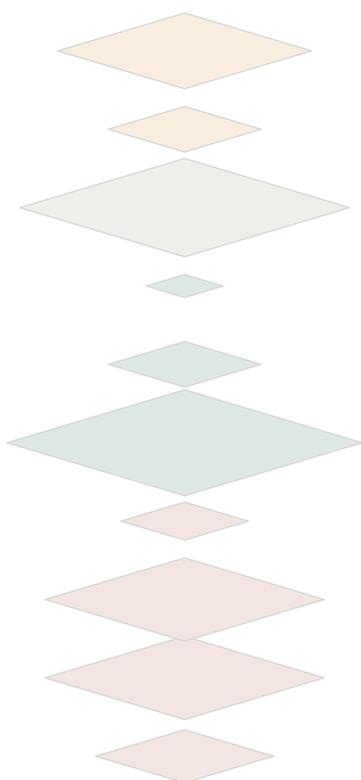
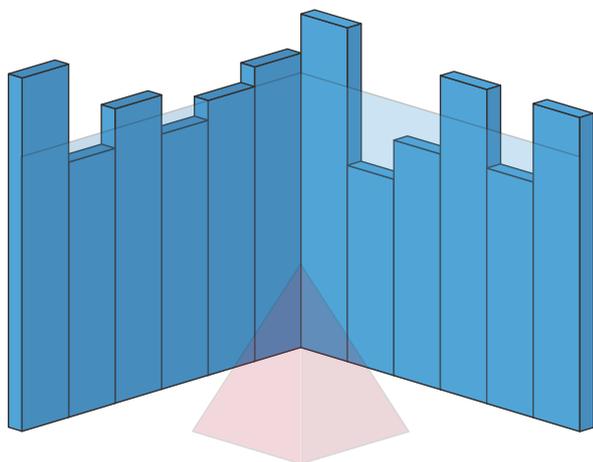
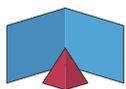
SCORE DE RÉSILIENCE

24^e sur 193 pays

17^e sur 44 pays européens

9^e sur 11 pays d'Europe de l'Ouest





7,13

SCORE DE RÉSILIENCE

24^e sur 193 pays
17^e sur 44 pays européens
9^e sur 11 pays d'Europe de l'Ouest

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	9,00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	6,50
COOPÉRATION INTERNATIONALE	7,50
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	6,50
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	7,00
FORCES DE L'ORDRE	7,50
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	8,50
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	5,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	6,00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	8,00
PRÉVENTION	6,00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	8,00



4,34

SCORE DE CRIMINALITÉ

127^e sur 193 pays
27^e sur 44 pays européens
6^e sur 11 pays d'Europe de l'Ouest



MARCHÉS CRIMINELS 4,30



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ 4,38



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

La Suisse est principalement un pays de destination et, dans une moindre mesure, un lieu de transit pour la traite des personnes. La prostitution y est autorisée depuis 1942 et la traite des personnes a un impact significatif sur ce marché. Des rapports estiment qu'environ 70 % des travailleuses du sexe dans le pays sont des victimes de la traite. Les victimes de la traite des personnes sont également exploitées dans les secteurs du bâtiment, de la restauration et de l'agriculture. Parmi elles, on recense principalement des femmes et des enfants venant de Hongrie, de Roumanie, de Bulgarie, de Thaïlande ou d'Afrique. Une victime sur trois de la traite des personnes en Suisse serait un demandeur d'asile. Des appels ont été lancés pour que les procédures d'asile soient temporairement suspendues pendant la pandémie de COVID-19 afin de protéger les victimes potentielles. Les demandeurs d'asile sont incontestablement plus exposés au risque de subir de mauvais traitements en période de pandémie, car le processus de demande d'asile dure plus longtemps.

La Suisse est également un pays de destination et de transit pour le trafic d'êtres humains. Les migrants en situation irrégulière arrivent principalement dans le pays via les routes des Balkans et de l'Adriatique et, bien que le nombre d'entrées irrégulières ait diminué depuis le pic de la crise migratoire en Europe, il reste supérieur aux chiffres enregistrés à la fin des années 2000.

COMMERCE

La Suisse possède l'un des taux les plus élevés de détention d'armes à feu privées au monde. Cependant, les faits montrent que le niveau de contrebande d'armes et de munitions est faible bien qu'en hausse depuis le début des années 2010. Parmi les acteurs impliqués dans ce commerce figureraient des réseaux nationaux ayant des liens avec les pays voisins, ainsi que des réseaux étrangers qui se procureraient des armes en Suisse, souvent de manière légale, avant de les faire passer illégalement par les frontières nationales. La 'Ndrangheta a notamment pu faire entrer en Italie divers types d'armes à feu et de munitions après s'être procurées légalement en Suisse. Selon certaines informations, les armes sont souvent commandées en ligne sur des plateformes commerciales asiatiques et livrées dans le pays, d'où elles sont acheminées illégalement vers les marchés finaux.

ENVIRONNEMENT

Le risque de coupe illégale de bois est faible en Suisse et l'exploitation illégale de bois ne semble pas poser problème. On trouve des espèces végétales de contrebande provenant principalement de Thaïlande et de Singapour sur le marché,

mais celui-ci est apparemment restreint en termes d'envergure et de portée. Pour ce qui est de la criminalité liée à la faune dans le pays, la Suisse est décrite comme un pays destinataire de parties et de produits dérivés d'espèces sauvages, où les acteurs nationaux collaborent avec des ressortissants étrangers. De la viande de brousse ainsi que de l'ivoire et des espèces animales vivantes ont été saisis aux frontières du pays. Ils entrent principalement en Suisse par voie aérienne, mais on dispose de peu d'informations à ce sujet.

À l'inverse, le marché de la criminalité liée aux produits non renouvelables en Suisse est assez conséquent. Le pays fait partie des plus gros importateurs d'or et des quantités importantes d'or seraient introduites illégalement en Suisse. Le pays exerce également une forte influence à l'étranger, ce qui favorise la multiplication des activités illégales d'extraction minière dans toute l'Amérique latine. Les faits montrent que les raffineries suisses reçoivent de l'or extrait illégalement par des groupes latino-américains impliqués non seulement dans l'extraction minière illégale, mais aussi dans le blanchiment d'argent, la traite des personnes et le trafic de drogue. L'« or du sang » provenant du Soudan ou de la République démocratique du Congo serait introduit clandestinement dans les Émirats arabes unis avant d'être importé et raffiné en Suisse. Des lingots d'or frauduleusement estampillés du logo de raffineries suisses ont été identifiés en Suisse, ce qui semble indiquer que des opérations de blanchiment d'or ont lieu dans le pays, probablement à grande échelle.

DROGUES

La Suisse est avant tout un pays de destination pour l'héroïne, des acteurs étrangers, en particulier des groupes criminels organisés d'origine albanaise, étant impliqués dans son commerce illicite. Ces derniers sont hiérarchisés et difficiles à infiltrer et à démanteler, ce qui leur permet de dominer le commerce de l'héroïne depuis la fin des années 1990. L'héroïne est principalement produite en Afghanistan. Elle est ensuite en majeure partie introduite en contrebande en Turquie, via l'Iran. Selon les estimations, 20 à 25 tonnes d'héroïne en provenance de Turquie se retrouvent en Italie et en Suisse, en passant le plus souvent par la Macédoine du Nord et l'Albanie. Contrairement à l'épidémie de consommation d'héroïne et aux violences liées à la drogue des années 1990, le marché semble maîtrisé et s'est considérablement réduit et stabilisé. Néanmoins, les coûts sociaux directs et indirects de ce commerce de l'héroïne ne sont pas négligeables. La Suisse est également l'un des plus grands marchés de destination de la cocaïne en Europe. Depuis les années 1980, la vente et la distribution de cocaïne sont dominées principalement par des groupes nigériens collaborant avec des réseaux locaux, mais des groupes de Gambie, de Guinée, d'Amérique latine, d'Albanie et de Suisse sont également réputés opérer sur ce marché. La cocaïne serait originaire d'Amérique latine et d'Afrique de l'Ouest et arrive généralement en Suisse via l'Espagne ou les Pays-Bas. Pour la plupart, les trafiquants utilisent des mules qui font passer de petites quantités de

cocaïne en contrebande ou cachent la cocaïne dans des bagages ou des véhicules. En Suisse, la cocaïne est vendue officiellement ou sur Internet.

Le cannabis à faible teneur en tétrahydrocannabinol (THC) a été dépénalisé en Suisse en 2012. C'est la drogue la plus répandue dans le pays. Bien qu'il soit difficile de tracer le cannabis commercialisé illégalement, on estime que le marché du cannabis illicite représente une consommation annuelle de 40 à 80 tonnes. Il est important de noter que commerce légal et commerce illégal se chevauchent, car les consommateurs ont tendance à utiliser à la fois des produits légaux et illégaux, ce qui peut les exposer à des réseaux criminels. Selon certaines études, entre 50 % et 70 % du cannabis présent sur le marché suisse serait produit dans le pays, mais des acteurs étrangers opérant en Suisse, notamment des groupes albanais, seraient également impliqués dans la production. Les drogues de synthèse sont également populaires en Suisse. Les amphétamines, l'ecstasy ainsi que d'autres drogues de synthèse sont produites et importées en Suisse depuis les Pays-Bas et le nord de la Belgique. La méthamphétamine, quant à elle, provient d'Europe de l'Est et d'Asie, tandis que les pilules « thaïes » ou Yaba proviennent des Philippines et de Thaïlande. La méthamphétamine en cristaux serait produite principalement en République tchèque puis acheminée vers la Suisse. Certaines drogues de synthèse sont produites en Suisse, même si cette production est négligeable par rapport à d'autres pays européens. En termes d'acteurs impliqués, les groupes qui se livrent au commerce et au trafic de drogues de synthèse diffèrent selon le type de drogue concerné. Par exemple, les consommateurs achètent souvent des amphétamines et de l'ecstasy aux trafiquants et approvisionnent leurs propres réseaux en drogues. Les dealers qui vendent des amphétamines et de l'ecstasy dans la rue sont de fait très peu nombreux. Ce sont en revanche les dealers traditionnels qui contrôlent la distribution de méthamphétamine en cristaux.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

De nombreux acteurs de la criminalité étrangers sont actifs en Suisse, bien que leur activité diffère en termes d'envergure et de portée. Leur présence se limite parfois à quelques individus spécifiques, mais des cellules plus structurées se sont également installées dans le pays, comme c'est le cas avec la 'Ndrangheta. Les mafias albanaises et italiennes opèrent sur de multiples marchés : armes, drogues et traite des personnes. Les marchés de la cocaïne et de la traite des personnes sont en partie contrôlés par des gangs ouest-africains ; principalement des organisations criminelles nigérianes, comme la Black Axe ou la Supreme Eiyé Confraternity. Des organisations mafieuses sont également présentes en Suisse sous la forme de sections locales de clubs de motards. Des gangs de motards hors-la-loi (OMCG) sont en outre actifs sur de multiples marchés criminels, à savoir le trafic d'armes et de drogue ainsi que la traite des personnes, en lien avec les marchés de la prostitution. Les OMCG se livrent également à des actes d'extorsion à l'encontre des entreprises locales, mais s'efforcent de rester discrets afin de ne pas être associés à d'autres activités criminelles. Apparemment, ces groupes emploient des armes et se montrent violents pour assurer leur mainmise territoriale.

Compte tenu de la domination des marchés criminels suisses par des acteurs étrangers, il n'existe que peu de réseaux criminels nationaux, en dehors des tiers sous-traitants. Les réseaux liés à des groupes étrangers ont tendance à se concentrer dans les grands centres urbains, comme Genève, Bâle, Zurich et Berne. Rien n'indique la présence d'acteurs intégrés à l'État en Suisse.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

La confiance du public dans les autorités suisses est forte et le processus démocratique indépendant et libre de toute influence criminelle. Les autorités se sont fermement opposées au crime organisé, et en particulier à la mafia italienne. Bien que la corruption ne soit pas un problème majeur, le pays reste vulnérable, car d'importantes réformes visant à lutter contre la corruption doivent encore se matérialiser. Il semblerait que le groupe de travail actuel sur la lutte contre la corruption ne dispose pas de l'expertise suffisante, ni d'un budget adéquat ou d'une stratégie solide. Des risques de népotisme et de trafic d'influence persistent. De plus, le gouvernement se montre transparent et responsable, mais certains secteurs ne sont pas suffisamment réglementés, ce qui crée des risques en matière de criminalité. Le cadre juridique qui régit l'accès à

l'information présente également des lacunes, qui doivent être corrigées en conséquence.

La Suisse est partie à la plupart des traités et conventions internationaux relatifs au crime organisé, et est également un membre actif d'initiatives internationales visant à lutter contre le crime organisé. Les forces de l'ordre suisses travaillent étroitement avec leurs homologues italiens, aux fins d'améliorer encore la coopération dans la lutte contre les groupes mafieux italiens. Le partage de renseignements est également bien ancré, tant dans le cadre juridique suisse que dans la pratique. À cet égard, bien que les politiques et la législation nationales soient généralement en mesure de répondre de manière adéquate aux menaces actuelles, certaines lacunes persistent. Par exemple, si les groupes mafieux étrangers posent problème, l'appartenance à une organisation de type mafieux n'est pas

sanctionnée. De plus, la Suisse dispose de lois sur les armes objectivement libérales, bien qu'une législation révisée sur les armes conforme à la nouvelle réglementation de l'UE relative aux armes ait été adoptée en 2019, rendant plusieurs armes semi-automatiques illégales dans le pays. Le pays s'est également doté d'une stratégie pour la mise en œuvre de directives multilatérales visant à lutter contre le commerce des armes légères, mais le droit suisse ne fait pas de distinction entre les armes qui doivent être enregistrées, les armes dont l'utilisation nécessite un permis et les armes illégales.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Il appartient au bureau du procureur général d'intenter des poursuites contre les infractions fédérales, y compris en matière de crime organisé, de terrorisme et de financement du terrorisme ainsi que de blanchiment d'argent et de corruption. Le système pénitentiaire suisse, sous l'autorité du Département fédéral de justice et police, abrite une petite population carcérale, composée principalement de ressortissants étrangers, mais il est néanmoins en voie d'atteindre sa pleine capacité. Sur le plan répressif, la police fédérale suisse est chargée d'enquêter sur des affaires relevant de la compétence fédérale, concernant notamment le crime organisé, le blanchiment d'argent et le terrorisme. La police fédérale supervise également le travail des unités spéciales de lutte contre le crime organisé – le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS), le service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants, ainsi que l'Office central explosifs et pyrotechnies/armes. La police suisse s'est notamment engagée à mettre en œuvre une nouvelle stratégie privilégiant la lutte contre les groupes de type mafieux.

La Suisse renforce en outre actuellement ses contrôles aux frontières en accord avec les mesures d'entrée/de sortie de l'UE, en particulier depuis l'adoption en 2019 de la législation suisse visant à améliorer le partage des données de la police avec les forces de l'ordre européennes. Les gardes-frontières suisses font également un bon travail de coordination avec d'autres organismes nationaux, en particulier avec la formation spéciale de l'administration fédérale des douanes, dont les unités de soutien mobiles sont chargées de réaliser des enquêtes interrégionales plus complexes. Néanmoins, la situation géographique de la Suisse et sa réglementation fiscale relativement laxiste en ont fait un pays prisé pour le blanchiment d'argent et le transit commercial illégal.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

La Suisse dispose d'une unité administrative au sein de la police fédérale chargée de superviser la lutte contre le blanchiment d'argent. Le MROS fait office de médiateur entre les forces de l'ordre et les intermédiaires financiers. Les activités du MROS relèvent des dispositions de la loi anti-blanchiment d'argent et comprennent l'analyse et le signalement d'activités suspectes liées aux domaines du blanchiment d'argent, du financement du terrorisme, des fonds d'origine criminelle ou des organisations criminelles. Néanmoins, la surveillance financière doit encore être renforcée afin de pouvoir repérer de manière plus fiable

et cohérente l'exploitation des failles financières et détecter le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Mener des activités dans le pays est relativement facile, car l'environnement réglementaire économique est propice à l'entrepreneuriat.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Le gouvernement suisse s'appuie sur un dispositif relativement solide pour aider les victimes de l'esclavage moderne à sortir de cette situation. L'accompagnement, l'information et la coordination des victimes de la traite des personnes sont supervisés par Victim Support Switzerland, une plateforme administrée par la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales et soutenue par le Département fédéral de la justice, le Département fédéral de l'intérieur et le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes. En revanche, les hommes victimes de la traite des personnes sont comparativement désavantagés, car les programmes de soutien se concentrent principalement sur les besoins des femmes et des enfants. Il est important de noter que les ONG fournissent également des éclairages et un soutien, y compris un abri aux victimes de la traite des personnes. Le pays a en outre amélioré ses mécanismes de protection des témoins au cours de la dernière décennie, comme en témoigne la création d'une unité de protection des témoins au sein de la police fédérale. S'il n'y a pas de stratégie nationale globale pour orienter la prévention du crime organisé, il existe en revanche plusieurs cadres dédiés à des problèmes spécifiques : le Plan d'action national contre la traite des êtres humains 2017-2020 et la stratégie du Conseil fédéral pour une société de l'information en Suisse, qui compte « la sécurité et la confiance » au nombre de ses domaines clés.

Le gouvernement suisse a la réputation d'être ouvert et de soutenir une société civile forte et indépendante, ce qui a contribué à faire de la Suisse un pays où se concentrent des ONG du monde entier. Bien qu'un large éventail d'organisations issues de la société civile soient actives dans le pays, peu se concentrent sur la Suisse elle-même. La plupart de celles qui le font travaillent sur des questions liées à la traite des personnes et aux migrations. Parallèlement à la perte de popularité de la presse écrite, la Suisse a vu éclore de nombreux nouveaux médias numériques ces dernières années. Dans l'ensemble, la Suisse bénéficie généralement d'un paysage médiatique solide, mais le manque d'accès à l'information publique est un problème qui entrave le journalisme de données et d'investigation.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.